

Bulletin trimestriel n°3

bulletin
OBSERVATOIRE CHINE 2015/2016

Bulletin trimestriel n°3/4 de l'Observatoire Stratégique et Politique de la Chine

Cycle 2015-2016

Antoine Bondaz, Asia Centre

Décembre 2015



Ce troisième bulletin stratégique s'intéresse tout d'abord à la relation sino-américaine, thème récurrent de la presse journalistique et académique chinoise. Insistant sur la bipolarisation croissante du système international, Yan Xuetong considère qu'il faut mettre en place une concurrence pacifique entre la Chine et les Etats-Unis. Alors que les tensions bilatérales se sont accrues à l'automne, Washington critiquant Pékin pour la construction d'îlots artificiels en mer de Chine méridionale, Zhao Kejin défend la nécessité de créer un nouveau cadre de coordination bilatérale, conduisant entre autres à une mise en relation directe et une coopération des conseils de sécurité nationale américain et chinois. Shen Dingli est beaucoup plus critique car, à ses yeux, Washington véhicule l'idée d'une « menace maritime » chinoise alors qu'historiquement cette menace a été américaine. Au même moment, un chercheur à l'Académie des sciences sociales

de Chine s'inquiète du rapprochement nippo-vietnamien et de la possible exportation d'armements japonais à Hanoi. Xiao Shu, intellectuel chinois enseignant désormais à l'Université Columbia, revient sur la rencontre historique entre le Président chinois Xi Jinping et son homologue taiwanais Ma Ying-Jeou et en relativise l'impact. Selon lui, l'intégration dans les listes du Parti démocrate progressiste (DPP), le principal parti taiwanais d'opposition, d'une nouvelle génération politique issue de la société civile et du Mouvement des tournesols, fait craindre une hausse des tensions dans le détroit au lendemain des élections présidentielles à Taiwan. Alors que les interventions occidentales et russes en Syrie se renforcent, un éditorial du *Global Times* rappelle qu'une intervention chinoise en Syrie serait un non-sens. Non seulement les intérêts chinois y sont limités, mais intervenir serait impossible sur un plan opérationnel. Suite au bombardement par l'aviation russe de ce qui est considéré par Pékin comme des combattants de l'ETIM (*East Turkestan Islamic Movement*), un second éditorial critique la position occidentale sur le terrorisme en Chine

et sur la soi-disant disparition de l'ETIM. Enfin, un chercheur du CICIR tente de décrypter l'intervention russe en Syrie et évoque trois échecs partiels du Président Poutine : les cours du pétrole ne remontent pas sensiblement, il n'y a aucune percée diplomatique avec les Etats-Unis, et la Russie ne parvient pas à accroître son influence dans la région au détriment des Etats-Unis.

Enfin, Zhao Kejin étudie en détail le développement des sociétés de sécurité privées chinoises à l'étranger. Il l'explique par la volonté de combler l'« écart de sécurité » existant entre l'offre de sécurité du gouvernement chinois et les besoins de sécurité des acteurs chinois à l'étranger, tant individuels qu'économiques. Quant au *Quotidien de l'APL*, il publie une tribune sur la nécessité de créer un *think tank* militaire de haut niveau sur le modèle de la Rand Corporation, seul moyen de produire une recherche d'excellence et de guider l'opinion publique, deux facteurs indispensables pour gagner les guerres modernes.

SOURCES CHINOISES :

- YAN Xuetong (阎学通), « La Chine et les Etats-Unis devraient mettre en place un système international de concurrence pacifique » (中美应建立和平竞争的国
际秩序, ZhōngMěi yīng jiànli hépíng jìngzhēng de guójì zhìxù), China Daily (中国日报), 30 septembre 2015, http://www.chinadaily.com.cn/micro-reading/dzh/2015-09-30/content_14228587.html
- ZHAO Kejin (赵可金), « Construire un nouveau cadre de coordination pour les relations sino-américaines » (构建中美关系协调新架构, Gòujiàn ZhōngMěi guānxì xiétiáo xīn jiàgòu), Study Times (学习时报, Xuéxí shíbào), novembre 2015, http://www.qsttheory.cn/international/2015-11/30/c_1117303740.htm
- SHEN Dingli (沈丁立), « Le problème de la mer de Chine méridionale : la Chine et les Etats-Unis devraient maintenir une communication constructive » (南海问题, 中美应保持建设性沟通, Nánhǎi wèntí, ZhōngMěi yīng bǎochí jiànshè xìng gōutōng), Le Quotidien du Peuple (人民日报, Rénmín rìbào), 9 octobre 2015
- PAN Jin'e (潘金娥), « Vietnam et Japon : les besoins mutuels sont très forts » (越南和日本: 相互需求性很强, Yuènnán hé Ribēn: xiānghù xūqiú xìng hěn qiáng), World Affairs (世界知识, Shìjiè zhīshì), No.19, octobre 2015.
- XIAO Shu (笑蜀), « Il sera difficile, suite à la rencontre entre Xi et Ma, de contenir Tsai Ying-wen » (“习马会”恐难以制约蔡英文, “XīMǎ huì” kǒng nányǐ zhìyuē Cài Yīngwén), Financial Times – version chinoise (金融时报, Jīnróng shíbào), 18 novembre 2015, <http://www.ftchinese.com/story/001064876?full=y>
- Editorial, « Une intervention militaire chinoise en Syrie serait un non-sens » (中国军事干预叙利亚应为无稽之谈, Zhōngguó jūnshì gānyù Xūlyǎ yīng wéi wújī zhī tán), Global Times (环球时报, Huánqiú shíbào), 14 octobre 2015, <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2015-10/7752560.html>

- Editorial, « Les forces aériennes russes ont bombardé l'ETIM, mais l'organisation ne disparaîtra pas facilement » (俄空军炸了“东伊运”, 但它一时死不了, É kōngjūn zhàle “Dōngyīyùn”, dàn tā yíshí sǐ bùliǎo), Global Times (环球时报, Huánqiú shíbào), 1er décembre 2015, <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2015-12/8077694.html>

- ZU Lichao (祖立超), « Raids aériens en Syrie : Idéal et réalité russes » (祖立超空袭叙利亚: 俄罗斯的理想与现实, Kōngxí Xūlyǎ: Èluósī de lǐxiǎng yǔ xiànshí), World Affairs (世界知识, Shìjiè zhīshì), No.21, novembre 2015.

- ZHAO Kejin (赵可金) et LI Shaojie (李少杰), « Sur la privatisation du système de sécurité chinois à l'étranger » (探奈中国海外去全治理市场化, Cǎinài Zhōngguó hǎiwài qù quán zhìlǐ shì chǎng huà), World Economics and Politics (世界经济与政治, Shìjiè jīngjì yǔ zhèngzhì) No.10, octobre 2015.

- LUO Chengxiang (罗成相), « Il est temps de créer un think tank militaire de haut niveau » (建设高端军事智库正当其时, Jiànshè gāoduān jūnshì zhìkù zhèngdàng qí shí), Le Quotidien de l'Armée populaire de libération (解放军报, Jiěfàngjūn bào) 20 novembre 2015, http://www.mod.gov.cn/intl/2015-11/20/content_4630325.htm



**YAN Xuetong¹ (阎学通), « La Chine et les Etats-Unis devraient mettre en place un système international de concurrence pacifique » (中美应建立和平竞争的国
际秩序, ZhōngMěi yīng jiànli hépíng jìngzhēng de guójì zhìxù), China Daily (中国日报), 30 septembre 2015, http://www.chinadaily.com.cn/micro-reading/dzh/2015-09-30/content_14228587.html**

Le professeur Yan rejette l'argument qu'une nouvelle guerre froide s'est installée entre la Chine et les Etats-Unis : en effet à ses yeux, il n'y a pas d'affrontement idéologique entre les deux pays. En revanche il estime que la concurrence stratégique pacifique entre Pékin et Washington s'accroît et que chaque capitale cherche à accroître le nombre de ses partenaires privilégiés. La Chine est en retard en termes de soutien international mais deux événements ont mis au jour une dynamique qui lui est bénéfique. De nombreux alliés des Etats-Unis ont rejoint la Banque asiatique d'investissement pour infrastructures, allant à l'encontre de l'avis de ces derniers. De nombreux pays ont envoyé des représentants à la parade militaire du 3 septembre. S'il était politiquement difficile pour la plupart des pays occidentaux, après avoir boycotté la parade russe en mai, d'y envoyer leur président ou premier ministre, trois alliés des Etats-Unis (Corée du Sud, République tchèque et Thaïlande) y étaient représentés au plus haut niveau, signe que ces pays adoptent une politique de plus en plus équidistante entre Chine et Etats-Unis. Si le terme d'alliance est un « concept politiquement incorrect »

¹ - Yan Xuetong est le doyen de l'Institut des relations internationales modernes à l'Université de Tsinghua à Pékin. Il est souvent présenté comme le conseiller informel du Président Xi.

(政治不正确的概念, zhèngzhì bù zhèngquè de gàiniàn), la Chine doit cependant s'écarter du principe de non-alignement et multiplier les partenariats stratégiques, et pas seulement dans le domaine économique.



ZHAO Kejin² (赵可金), « Construire un nouveau cadre de coordination pour les relations sino-américaines » (构建中美关系协调新架构, Gòujiàn ZhōngMěi guānxì xiétiáo xīn jiàgòu), Study Times³ (学习时报, Xuéxí shíbào), novembre 2015, http://www.qsttheory.cn/international/2015-11/30/c_1117303740.htm

Alors que les rumeurs aux Etats-Unis d'une militarisation par Pékin de la mer de Chine méridionale se multiplient, Zhao Kejin considère que les deux pays doivent mettre en place un nouveau cadre de coordination (et non de coopération) afin d'atténuer les tensions bilatérales. Un premier constat est que Chine et Etats-Unis ne sont ni amis, ni ennemis, et qu'ils sont autant partenaires que concurrents. Un deuxième constat est que la Chine fait face à un désavantage structurel car elle est la puissance ascendante et est confrontée à des institutions internationales créées par les Etats-Unis. Un troisième constat est que l'essor économique chinois pousse le pays à s'exprimer davantage sur la scène internationale. Par conséquent, l'auteur fait trois propositions concrètes. Premièrement, accroître la coordination entre les deux pays en faisant de leur Conseil à la sécurité nationale la pierre angulaire de cette coordination. Deuxièmement, internationaliser les différends avec Washington, notamment économiques et financiers, afin de ne pas se laisser enfermer dans la relation bilatérale. A cet égard, les institutions internationales doivent occuper une place centrale. Troisièmement, créer des groupes de travail sino-américains au sein de ces institutions afin de permettre une meilleure compréhension des intérêts réciproques.



SHEN Dingli⁴ (沈丁立), « Le problème de la mer de Chine méridionale : la Chine et les Etats-Unis devraient maintenir une communication constructive » (南海问题, 中美应保持建设性沟通, Nánhǎi wèntí, ZhōngMěi yīng bǎochí jiànshè xìng gōutōng), Le Quotidien du Peuple (人民日报, Rénmín rìbào), 9 octobre 2015

Dans ce court éditorial, Shen Dingli affirme que si les deux pays estiment officiellement nécessaire

2- Le Professeur Zhao enseigne à l'Université Tsinghua et est directeur-adjoint du Centre d'études sur les relations sino-américaines au Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy.

3- Study Times est la revue de l'Ecole Centrale, institution formant les cadres dirigeant du Parti Communiste Chinois.

4- Physicien de formation, Shen Dingli est professeur, vice-doyen de l'Institut d'études internationales et directeur du Centre d'étude américaines de l'Université Fudan à Shanghai.

d'avoir une communication constructive en mer de Chine méridionale, les Etats-Unis continuent de véhiculer l'idée d'une « menace maritime » chinoise (海上威胁) quand bien même le comportement chinois est jugé par l'auteur légitime, juste et raisonnable. Premièrement, la Chine n'est pas le premier pays à construire sur des « récifs » (岛礁, dǎojiāo) et ne sera pas le dernier. Deuxièmement, alors que la Chine a suspendu la construction de ces îlots, personne n'en prend note aux Etats-Unis. Troisièmement, Washington fait de deux poids deux mesures. Alors que la Chine ne menace pas la liberté de navigation maritime, les Etats-Unis ont utilisé les mers pour envahir Hawaï en 1893, bombarder le Nord Vietnam en 1964, ou encore attaquer l'Iraq en 2003. Ainsi, si le gouvernement américain ne souhaite pas que les autres pays imitent son comportement hégémonique sur les mers, il doit évoluer.



PAN Jin'e⁵ (潘金娥), « Vietnam et Japon : les besoins mutuels sont très forts » (越南和日本: 相互需求性很强, Yuènnán hé Ribēn: xiānghù xūqiú xìng hěn qiáng), World Affairs (世界知识, Shìjiè zhīshì), No.19, octobre 2015.

Suite à la visite du Secrétaire général du Parti communiste vietnamien au Japon en septembre 2015, l'auteur évoque le cas unique du Vietnam. Les exactions japonaises durant la seconde guerre mondiale n'affectent pas les relations bilatérales entre les deux pays, contrairement aux relations nippo-chinoises ou nippo-coréennes. A l'inverse, depuis l'établissement de relations diplomatiques en 1973, les deux Etats n'ont cessé de se rapprocher. Les visites de haut niveau se multiplient : le Premier ministre Shinzo Abe y a organisé sa première visite en tant que Premier Ministre en janvier 2013, 30% de l'aide internationale reçue par le Vietnam est japonaise, une coopération militaire existe et les deux pays se soutiennent mutuellement dans les institutions internationales et régionales. Pour le Vietnam, le Japon est le partenaire idéal, notamment faire contrepoids/faire concurrence (抗衡, kànghéng) à la Chine, et il se peut qu'Hanoi espère obtenir des armes de Tokyo. En effet, si la question de droits de l'homme empêche tout transfert d'armes en provenance de Washington, non seulement la récente réforme de la posture de sécurité japonaise pourrait permettre l'exportation d'armes japonaises, mais le Japon pourrait aussi servir d'intermédiaire pour des exportations d'armes américaines.

5- Directeur adjoint du Département de recherche sur le mouvement communiste international à l'Institut du marxisme de l'Académie des sciences sociales de Chine.



XIAO Shu⁶ (笑蜀), « Il sera difficile, suite à la rencontre entre Xi et Ma, de contenir Tsai Ying-wen » (“习马会”恐难以制约蔡英文, “XiMǎ huì” kǒng nányǐ zhìyuē Cài Yīngwén), *Financial Times – version chinoise* (金融时报, *Jīnróng shíbào*), 18 novembre 2015, <http://www.ftchinese.com/story/001064876?full=y>

La seule avancée majeure de la rencontre entre Xi et Ma a été la reconnaissance du terme de « réciprocité », ce qui marque un ajustement dans la politique taiwanaise de Pékin. Cet ajustement est urgent mais pas suffisant. Premièrement, la stratégie chinoise qui consiste à « concéder des avantages » (让利, rànglì) à Taiwan, c'est-à-dire à laisser l'île plus amplement tirer profit du marché chinois afin d'accroître sa dépendance économique à l'égard du continent et réduire tout risque de velléités indépendantistes, a échoué avec le Mouvement étudiant des tournesols. En effet, cette stratégie ne prend pas en compte les besoins en termes de sécurité et de dignité de Taiwan. Deuxièmement, alors que la probabilité d'une défaite du Kuomintang aux prochaines élections présidentielles est grande, le paysage politique taiwanais se transforme. Le Parti démocrate progressiste (DPP) a intégré dans ses listes électorales des candidats issus de la société civile et notamment d'une génération politique, dite la « génération tournesol », sans lien affectif avec la Chine et profondément attachée au libéralisme et à la démocratie. Pékin ne fera donc plus face uniquement au DPP s'il arrive au pouvoir, mais aussi à la société taiwanaise. Or, il est beaucoup plus difficile pour Pékin d'influencer des politiciens provenant de la société civile que des politiciens classiques. Il y a donc de grandes chances que le résultat des élections de 2016 ravive les tensions entre les deux rives.



Editorial, « Une intervention militaire chinoise en Syrie serait un non-sens » (中国军事干预叙利亚应为无稽之谈, Zhōngguó jūnshì gānyù Xūliyǎ yīng wéi wújī zhī tán), *Global Times* (环球时报, *Huánqiú shíbào*), 14 octobre 2015, <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2015-10/7752560.html>

La question du soutien chinois aux interventions américaine et surtout russe en Syrie se pose, après notamment qu'ont été répandues des rumeurs d'un déploiement du porte-avions Liaoning. Cependant, il existe un consensus parmi les universitaires et experts chinois pour ne pas intervenir. Premièrement, les intérêts fondamentaux de la Chine demeurent en Asie-Pacifique et non au Moyen-Orient, et la Chine possède une expérience militaire qui se limite à des conflits avec ses voisins. Une telle intervention poserait d'importants problèmes opérationnels. Deuxièmement, les Nations Unies n'ont pas donné

6- Intellectuel chinois, Xiao Shu est actuellement professeur invité à l'Université Columbia et contributeur fréquent à la version chinoise du *Financial Times*.

de feu vert à une intervention : en conséquence, intervenir présenterait un risque politique majeur. Troisièmement, il est non seulement difficile de se retirer de la région une fois qu'on y est intervenu, mais la Chine manque surtout des capacités, des infrastructures et des alliés sur place pour y intervenir. Quatrièmement, la Syrie ne menace pas directement la Chine et ceci bien que des Chinois de l'ETIM (*East Turkestan Islamic Movement*) sont partis combattre aux côtés de Daech. Pékin doit donc limiter toute intervention dans cette région à une participation aux opérations de maintien de la paix.



Editorial, « Les forces aériennes russes ont bombardé l'ETIM, mais l'organisation ne disparaîtra pas facilement » (俄空军炸了“东伊运”, 但它一时死不了, É kōngjūn zhàle “Dōngyìyùn”, dàn tā yīshí sǐ bùliǎo), *Global Times* (环球时报, *Huánqiú shíbào*), 1^{er} décembre 2015, <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2015-12/8077694.html>

La Russie aurait récemment bombardé le Parti islamique du Turkestan oriental en Syrie. Or, selon l'éditorial, il s'agirait en réalité de l'ETIM, responsable notamment des attentats sur la Place Tiananmen du 28 octobre 2013. L'éditorial souligne cependant que l'impact des frappes russes sur l'ETIM doit être relativisé. Aucun autre pays que la Russie ne bombarde l'ETIM, et ces frappes doivent pousser la Chine à continuer le combat sur le plan intérieur. De plus, ce bombardement permet de critiquer les Occidentaux selon lesquels l'ETIM n'existe plus et n'est plus une menace pour la Chine, et plus largement de critiquer la position occidentale sur le terrorisme en Chine. Qu'il existe des causes diverses et complexes au terrorisme ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'actes terroristes en Chine. La lutte contre le terrorisme demeure malheureusement en partie inefficace car il y a un manque de coordination internationale pour des raisons d'intérêts politiques égoïstes. Le quotidien chinois souligne de façon cynique que la Chine lutte mieux contre le terrorisme, car même si le pays est frappé par des attaques, celles-ci n'ont pas le même retentissement mondial que les attaques sur Paris en 2015 ou New York en 2001.



ZU Lichao⁷ (祖立超), « Raids aériens en Syrie : Idéal et réalité russes » (祖立超空袭叙利亚: 俄罗斯的理想与现实, Kōngxí Xūliyǎ: Èluósí de lǐxiǎng yǔ xiànréality), *World Affairs* (世界知识, *Shijie zhīshi*), No.21, novembre 2015.

Cet article offre une explication chinoise à l'intervention russe en Syrie et fait le constat de trois échecs partiels de Moscou. Premièrement, la Russie essaierait de faire remonter les cours du pétrole par ses raids aériens en Syrie alors que son économie est en récession.

7- Chercheur à l'Institut d'études sur la Russie au CICIR.

Malgré une hausse de 10% début octobre, l'offre excédentaire, la demande molle des économies émergentes, et la révolution du gaz de schiste aux Etats-Unis ne permettent pas une brusque remontée du prix du pétrole. Deuxièmement, malgré une coopération indirecte entre Washington et Moscou dans la lutte contre l'Etat islamique, il n'y a pas de percée diplomatique. Il existe une opposition idéologique forte entre les deux pays ; les Etats-Unis et l'OTAN continuent de vouloir endiguer la Russie ; Washington considère Moscou comme une puissance régionale et non comme son égal ; et la crise syrienne ne met de côté que temporairement la crise ukrainienne. Troisièmement, la Russie ne voit pas son influence dans la région profondément s'accroître par rapport à celle des Etats-Unis. Selon l'auteur, mettant en lumière le lien étroit entre politique intérieure et politique étrangère en Russie, cette intervention a pour objectifs de créer une zone tampon autour du pays et asseoir la popularité du Président Poutine.

ZHAO Kejin⁸ (赵可金) et LI Shaojie (李少杰), « Sur la privatisation du système de sécurité chinois à l'étranger » (探奈中国海外去全治理市场化, Cǎinài Zhōngguó hǎiwài qù quán zhǐlǐ shì chǎng huà), *World Economics and Politics* (世界经济与政治, Shìjiè jīngjì yǔ zhèngzhì) No.10, octobre 2015.

La Chine est confrontée à la nécessaire protection de ses ressortissants et de ses intérêts économiques à l'étranger, un impératif s'accroissant avec sa présence grandissante sur la scène internationale. Malgré la volonté officielle de faire face à cette nouvelle tâche, il existe un « écart de sécurité » (安全鸿沟, ānquán hónggōu) entre l'offre de sécurité du gouvernement chinois et les besoins de sécurité des acteurs chinois, tant individuels qu'économiques. La multiplication des sociétés privées chinoises de sécurité -- phénomène quelque peu nouveau en Chine bien que déjà courant dans certains pays occidentaux -- vient combler cet écart et répondre aux attentes des Chinois installés à l'étranger. Loin de critiquer leur existence, les deux auteurs s'en félicitent, notamment car recourir à leurs services ne contredit pas le principe de la non-intervention, ces sociétés étant des organisations non-étatiques. Les auteurs présentent deux études de cas : les compagnies pétrolières et de transport maritime qui sont, à leurs yeux, les plus exposées. Deux problèmes majeurs sont également identifiés : la question de la responsabilité internationale de la Chine vis-à-vis de ces mercenaires employés par des sociétés chinoises, et la question du rapport entre protection et moyens financiers, la sécurité des ressortissants chinois risquant à l'avenir de n'être assurée que pour les plus riches d'entre eux.

8- Le Professeur Zhao enseigne à l'Université Tsinghua et est vice-directeur du Centre d'études sur les relations sino-américaines au Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy. Li Shaojie est une de ses étudiantes.



LUO Chengxiang (罗成相), « Il est temps de créer un think tank militaire de haut niveau » (建设高端军事智库正当其时, Jiànshè gāoduān jūnshì zhìkù zhèngdàng qí shí), *Le Quotidien de l'Armée populaire de libération* (解放军报, Jiěfàngjūn bào) 20 novembre 2015, http://www.mod.gov.cn/intl/2015-11/20/content_4630325.htm

Cet article paru dans le quotidien officiel de l'Armée populaire de libération chinoise considère qu'il est urgent d'établir un think tank militaire de haut niveau, et prend exemple sur la Rand Corporation, créée par les Etats-Unis après la seconde guerre mondiale. En effet, la supériorité militaire américaine n'est pas que matérielle, elle tient aussi au lien étroit entre les « connaissances » et la « prise de décision ». Premièrement, les guerres modernes sont modélisées en laboratoire. Il faut donc prévoir les guerres de demain en prenant en compte les nouvelles technologies. Deuxièmement, les guerres sont de plus en plus complexes car les terrains d'affrontements se multiplient avec le cyberspace et l'espace. Troisièmement, il est indispensable à l'Armée de se réformer, notamment pour ce qui concerne les ressources humaines. Bien que rattaché à l'Armée, un centre de recherche serait plus indépendant et pourrait donc conseiller de façon plus objective et neutre. Quatrièmement, il faut prendre en compte un environnement international de plus en plus complexe, associant menaces traditionnelles et non traditionnelles, sécurité, économie et société. Pour gagner les guerres de demain, l'article considère donc qu'il faut développer un think tank militaire capable de produire une recherche d'excellence - garantie d'innovations théoriques - et de guider l'opinion publique.